

Belgique: un parlement fragmenté

Le parti socialiste à la table des négociations

par Christophe Sente

Entre élections européennes et renouvellement des assemblées nationale et régionales, les résultats en Belgique confirment une tendance partagée avec la plupart des pays du continent : celle d'une fragmentation du paysage politique, une dilution du centre vers les extrêmes et un affaiblissement des partis longtemps dominants.

Dans ce paysage, deux caractéristiques du pays sont remarquables en Belgique. Tout d'abord, le caractère obligatoire du vote augmente la prévisibilité des résultats dans un environnement où non seulement la famille et l'ancrage territorial, mais les affiliations syndicales et mutuellistes contribuent encore à la détermination des comportements électoraux.

Ensuite, parmi les acteurs politiques historiques du pays, si la famille chrétienne, l'un des piliers de l'Etat providence, est affaiblie des deux côtés de la frontière linguistiques, le parti socialiste francophone reste fermement ancré dans la partie sud du pays.

Ni miraculé, ni triomphant, le PS, auquel des sondages avaient pu prédire l'apocalypse il y a quelque temps, perd trois sièges au Parlement fédéral. Il reste tout de même, après le parti nationaliste flamand de la NVA, la deuxième formation. En Wallonie comme dans la Région de Bruxelles-Capitale, il conserve le leadership tout en perdant également des représentants

tandis que progressent les votes exprimés en faveur d'autres partis progressistes.

Autrement dit, malgré les pertes qu'il subit, le PS conserve, grâce aux résultats mitigés des autres formations francophones et à l'intérieur d'un système électoral proportionnel, un avantage relatif dans les négociations qui s'ouvrent.

En effet, le parti libéral (MR) sort affaibli d'une expérience gouvernementale au cours de laquelle il a été la seule formation francophone à siéger aux côtés de partis flamands dont la NVA qui, depuis une dizaine d'années, a ravi à la démocratie-chrétienne néerlandophone le statut de premier parti.

D'autre part, l'extrême-gauche n'a pas atteint les résultats qui lui sont depuis longtemps promis par de nombreux commentateurs et le parti écologiste n'a que partiellement engrangé les gains qu'il pouvait espérer retirer de la mobilisation citoyenne sur le thème du climat.

Plusieurs facteurs ont contribué à ce qui peut être considéré, à ce stade, comme un succès pour le PS.

Le premier est certainement d'avoir disposé pour la campagne de deux figures charismatiques. L'une est celle de l'ancien Premier Ministre Elio Di Rupo, qui préside le parti depuis 1999. L'autre est celle de Paul Magnette, professeur à l'Université Libre de Bruxelles

et bourgmestre (maire) de l'une des plus grandes villes du pays: Charleroi.

Un autre est d'avoir présenté, à l'instar des socialistes portugais, un programme suggérant la possibilité d'une révision des mesures d'austérité introduites par le gouvernement précédent, notamment dans le domaine de la Sécurité sociale. Si la redéfinition de l'orientation du parti dans les termes d'un « écosocialisme » a eu peu d'écho, la perspective d'une réduction des coûts de la santé pour les familles et d'une protection des droits à une pension décente a fidélisé un électorat traditionnel. Un électorat implanté dans des zones qui furent des foyers de la révolution industrielle charbonnière et sidérurgique, et demeurent caractérisées par une reconversion économique difficile.

Enfin, dans la région dite de « Bruxelles-Capitale », les socialistes ont conservé, voire amplifié, une démarche d'ouverture de leurs listes électorales à des candidats dont les

familles sont issues de l'immigration méditerranéenne. Dans une ville dont 30% de la population est d'origine étrangère, cette stratégie, reproduite par de nombreuses autres formations, a contribué au succès du PS. Elle a également prévenu la constitution d'organisations politiques sur des bases ethniques dans une capitale caractérisée par d'importantes disparités de revenus et un taux de chômage de l'ordre de 16%.

Fort de son relatif succès, le PS francophone devrait, sauf accident de parcours, dominer la formation des gouvernements régionaux à Bruxelles et en Wallonie. L'identité de ses partenaires est la principale inconnue de l'exercice puisque non seulement l'arithmétique électorale autorise différents assemblages, mais le droit constitutionnel permet la constitution de majorités « asymétriques ».

La situation paraît beaucoup plus difficile au gouvernement fédéral. D'une part, parce que le parti socialiste francophone ne dispose pas d'un équivalent flamand aussi puissant comme allié et pourrait à nouveau être exclu de la future alliance entre les formations des deux rôles linguistiques. D'autre part parce que participer au prochain gouvernement belge pourrait signifier une cohabitation tendue avec des partenaires flamands confrontés au durcissement de revendications régionalistes dans la direction d'un « confédéralisme » mettant en question le caractère unitaire de la Sécurité sociale nationale.